



Le Saint-Siège

VOYAGE APOSTOLIQUE DU SAINT-PÈRE

EN LITUANIE, LETTONIE ET ESTONIE

[22-25 SEPTEMBRE 2018]

CONFÉRENCE DE PRESSE DU SAINT-PÈRE

AU COURS DU VOL DE RETOUR DE TALLIN (ESTONIE)

Vol papal

Mardi 25 septembre 2018

[Multimédia]

Au cours du vol de Tallinn à Rome, dans la soirée du 25 septembre, au terme du voyage dans les Pays baltes, le Pape a rencontré les journalistes à bord de l'avion. Nous publions la transcription des réponses du Pape et une synthèse des questions. Après l'introduction du directeur de la salle de presse du Saint-Siège, Greg Burke, le Pape a voulu avant tout remercier les journalistes : « Pour le travail que vous avez effectué, parce que pour vous aussi, trois pays en quatre jours, cela n'a pas été facile. Et surtout, se déplacer d'un endroit à l'autre est fatigant. Je vous remercie beaucoup pour le service que vous offrez aux gens sur ce voyage, qui est la chose la plus importante de votre communication: ce qui a eu lieu là-bas... Il y a des choses très intéressantes sur ce voyage, et j'attends que les questions portent sur ce sujet ».

[Saulena Žiugždaite, Bernardinai.lt, Lituanie] Merci pour ce moment et pour tout ce voyage. Quand vous avez parlé à Vilnius de l'âme lituanienne, vous avez dit que nous devons être un pont entre l'est et l'ouest. Que vouliez-vous dire?

C'est vrai... Il est évident que vous faites partie, aujourd'hui, politiquement, de l'Occident, de l'Union européenne, et vous avez beaucoup fait pour entrer dans l'Union européenne. Après l'indépendance, vous avez immédiatement accompli toutes les formalités, qui ne sont pas faciles et vous avez réussi à entrer dans l'Union européenne, c'est-à-dire une appartenance à l'Occident. Vous avez aussi des relations avec l'OTAN : vous appartenez à l'OTAN et cela signifie Occident. Si vous regardez l'Orient, il y a votre histoire: une histoire difficile. Une partie de l'histoire tragique est venue de l'Occident, des Allemands, des Polonais, mais surtout du nazisme, celle-ci est venue

de l'Occident. Et en ce qui concerne l'Orient, de l'Empire russe.

Construire des ponts suppose, exige de la force. De la force non seulement pour appartenir à l'Occident, qui vous donne de la force, mais pour sa propre identité. Je me rends compte que la situation des trois pays baltes est toujours en danger, toujours. La peur de l'invasion... Parce que l'histoire même vous rappelle cela. Et vous avez raison quand vous dites que ce n'est pas facile, mais c'est une partie qui se joue tous les jours, un pas après l'autre : avec la culture, avec le dialogue... Mais ce n'est pas facile. Je crois que notre devoir à tous est de vous aider en cela. Plus que vous aider, être proches de vous, avec le cœur.

[Gints Amolins, Latvijas Radio, Lettonie] Dans les Pays baltes, vous avez souvent parlé de l'importance des racines et de l'identité. De nombreuses personnes ont quitté la Lettonie, mais également la Lituanie et l'Estonie, pour aller dans des pays plus prospères et un grand nombre est déjà en train de mettre des racines ailleurs. Puis il y a également, comme en Europe en général, des problèmes démographiques, en raison de la faible natalité. Comment devrait-on affronter ce problème?

Dans ma patrie, je ne connaissais personne d'Estonie et de Lettonie, alors que l'immigration lituanienne est très forte — en termes relatifs—. En Argentine, ils sont très nombreux. Et ils y apportent leur culture, leur histoire, et ils sont fiers de leur double effort en vue de s'insérer dans le nouveau pays mais aussi de conserver leur identité. A l'occasion de leurs fêtes, on retrouve leurs vêtements traditionnels, leurs chants traditionnels et toujours, chaque fois qu'ils le peuvent, ils retournent en visite dans leur pays... Je pense que la lutte pour maintenir leur identité les rend très forts, et vous avez cela: vous avez une forte identité. Une identité qui s'est formée dans la souffrance, dans la défense et dans le travail, dans la culture.

Et que peut-on faire pour défendre l'identité? Le recours aux racines, ça c'est important. L'identité est une chose ancienne, mais qui doit être transmise. L'identité s'insère dans l'appartenance à un peuple, et l'appartenance à un peuple doit être transmise. Les racines doivent être transmises aux nouvelles générations et cela à travers l'éducation et le dialogue, surtout entre les personnes âgées et les jeunes. Et vous devez le faire, parce que votre identité est un trésor. Toute identité est un trésor, mais conçue comme une appartenance à un peuple. Voilà ce qui me vient à l'esprit, je ne sais pas si cela répond à votre question...

[Evelyn Kaldoja, Postimees, Estonie] Etes-vous préoccupé par les tensions dans la région orientale de l'Europe et pour les catholiques qui vivent aux frontières de l'Europe?

La menace des armes. Aujourd'hui, les dépenses mondiales pour les armes sont scandaleuses. On m'a dit qu'avec ce que l'on dépense en armes en un mois, on pourrait nourrir toutes les personnes qui ont faim dans le monde pendant un an. Je ne sais pas si c'est vrai, c'est terrible. L'industrie, le commerce des armes et également la contrebande des armes sont l'une des plus

grandes corruptions. Et avant cela, il y a la logique de la défense. David a été capable de vaincre grâce à une fronde et cinq pierres, mais aujourd'hui, il n'y a pas de David. Je pense que pour défendre un pays, il faut une armée de défense *raisonnable* et non *agressive*. Raisonnable et non agressive. Ainsi, la défense est licite ; et c'est également un honneur de défendre sa patrie ainsi. Le problème vient quand elle devient agressive, pas raisonnable, et que l'on fait des guerres de frontières. Nous avons beaucoup d'exemples de guerres de frontière, non seulement en Europe, vers l'est, mais aussi sur d'autres continents: on se bat pour le pouvoir, pour coloniser un pays. Voilà, à mon avis, la réponse à votre question. Aujourd'hui, l'industrie de l'armement est scandaleuse face à un monde affamé. Deuxièmement : il est licite, raisonnable, d'avoir une armée pour défendre les frontières, car cela rend honneur; comme il est licite d'avoir la clé de la porte de la maison. Pour la défense.

[Stefanie Stahlhofen, Agenzia CIC, Allemagne] Au cours de la rencontre œcuménique à Tallinn, vous avez dit que les jeunes, face aux scandales sexuels, ne voient pas une condamnation nette de la part de l'Eglise catholique. En Allemagne, précisément aujourd'hui, est parue une nouvelle enquête sur les abus sexuels et sur la façon dont l'Eglise a traité de nombreux cas.

Sur ce sujet, je parlerai après. Je répondrai d'abord aux questions sur le voyage. Merci. C'est la règle. Mais ce sera la première question après celle sur le voyage.

[Edvardas Spokas, radio-télévision lituanienne] Dans les trois pays, vous vous êtes déclaré en faveur de l'ouverture: à l'égard des migrants et à l'égard de l'autre. Mais les personnes entendent-elles ce message?

Le message sur l'ouverture aux migrants est assez établi dans votre peuple, il n'y a pas de puissantes poussées populistes, non. L'Estonie et la Lettonie sont également des peuples ouverts qui veulent intégrer les migrants, mais pas massivement, parce que ce n'est pas possible, les intégrer avec la prudence du gouvernement. Nous en avons parlé avec deux des trois chefs d'Etat et ce sont eux qui ont abordé la question, pas moi. Et dans les discours des Présidents, vous verrez que les mots « accueil », « ouverture » reviennent souvent. Cela indique une volonté d'universalité, dans la mesure où c'est possible, en raison de l'espace, du travail, etc. ; dans la mesure où l'on peut intégrer — ceci est très important — et dans la mesure où ce n'est pas une menace contre sa propre identité. Ce sont trois choses que j'ai comprises sur les migrations du peuple. Et cela m'a beaucoup touché: une ouverture prudente et bien pensée. Je ne sais pas si vous êtes d'accord.

[Edvardas Spokas] Ma question était de savoir si votre message a été reçu.

Je crois que oui. Dans le sens dont je viens de parler. Parce qu'aujourd'hui, le problème des migrants dans le monde entier — et pas seulement la migration externe, mais aussi interne sur les continents — est un problème grave, il n'est pas facile de l'étudier. Dans chaque pays, dans

chaque lieu, il a des connotations différentes.

[Greg Burke] *Merci, Saint-Père; nous avons terminé avec les questions sur le voyage.*

Très bien. J'aimerais vous parler de quelques points du voyage que j'ai vécus avec une force particulière.

Le fait de votre histoire, de l'*histoire des pays baltes* : une histoire d'invasions, de dictatures, de crimes, de déportations... Quand j'ai visité le musée, à Vilnius: « musée » est un mot qui nous fait penser au Louvre... Non. Ce musée est une prison, une prison où des prisonniers, pour des raisons politiques ou religieuses, ont été emmenés. Et j'ai vu des cellules de la taille de ce siège, où l'on ne pouvait se tenir que debout, des cellules de torture. J'ai vu des lieux de torture où, avec le froid qu'il fait en Lituanie, on amenait les prisonniers nus et on leur jetait de l'eau dessus, et ils restaient là pendant des heures et des heures, pour briser leur résistance. Et puis je suis entré dans la salle, la grande salle des exécutions. On y amenait les prisonniers par la force et on les tuait d'un coup à la nuque ; puis on les sortait sur un tapis roulant et on les chargeait sur un camion qui les jetait dans la forêt. On en tuait environ une quarantaine par jour. A la fin, il y a eu environ quinze mille personnes qui ont été tuées là. Cela fait partie de l'histoire de la Lituanie, mais aussi des autres pays. Ce que j'ai vu était en Lituanie. Puis je suis allé au grand Ghetto, où des milliers de juifs ont été tués. Ensuite, le même après-midi, je me suis rendu au monument à la mémoire des condamnés, tués, torturés et déportés. Ce jour-là — je vous le dis franchement — j'ai été atterré : cela m'a fait réfléchir sur la cruauté. Mais je vous dis que d'après les informations dont nous disposons aujourd'hui, la cruauté n'est pas terminée. On trouve la même cruauté aujourd'hui dans de nombreux lieux de détention aujourd'hui, dans de nombreuses prisons; la surpopulation d'une prison est aussi un système de torture, un mode de vie sans dignité. Une prison, aujourd'hui, qui n'envisage pas de donner au détenu une perspective d'espoir, est déjà une torture. Nous avons aussi vu, à la télévision, la cruauté des terroristes de l'e.i. : ce pilote jordanien brûlé vif, ces chrétiens coptes égorgés sur une plage de la Libye, et tant d'autres. Aujourd'hui, la cruauté n'est pas terminée. Elle existe dans le monde entier. Et je voudrais transmettre ce message à vous qui êtes journalistes : c'est un scandale, un grave scandale de notre culture et de notre société.

Une autre chose que j'ai vue dans ces trois pays, c'est la *haine* [de l'ancien régime] *pour la religion*, quelle qu'elle soit. La haine. J'ai vu un évêque jésuite, en Lituanie ou en Lettonie, je ne me souviens pas bien, qui a été déporté en Sibérie, dix ans, puis dans un autre camp de concentration... Maintenant il est vieux, souriant... Tant d'hommes et de femmes, pour avoir défendu leur foi, qui était leur identité, ont été torturés et déportés en Sibérie, et ne sont pas revenus ; ou bien ils ont été tués. La foi de ces trois pays est grande, c'est une foi qui naît précisément du martyre, et c'est quelque chose que vous avez peut-être vu, en parlant avec les gens, comme vous faites, vous les journalistes, pour avoir des informations sur le pays.

En outre, cette si importante expérience de foi a produit un phénomène singulier dans ces pays : une *vie œcuménique* comme il n'y en a pas ailleurs, très généralisée. Il y a un véritable œcuménisme : œcuménisme entre luthériens, baptistes, anglicans et aussi orthodoxes. Hier, dans la cathédrale, lors de la rencontre œcuménique en Lettonie, à Riga, nous l'avons vu: une grande chose ; des frères, proches, ensemble dans une seule église..., proches. L'œcuménisme a planté des racines là.

Il y a ensuite un autre phénomène dans ces pays qu'il est important d'étudier, et peut-être pourrez-vous faire beaucoup de bonnes choses dans votre profession, en l'étudiant : le phénomène de la *transmission de la culture, de l'identité et de la foi*. Habituellement, la transmission passait par les grands-parents. Pourquoi? Parce que les pères travaillaient, le père et la mère devaient travailler, et ils devaient être encadrés dans le parti – sous le régime soviétique comme sous le régime nazi – mais aussi éduqués à l'athéisme. Mais les grands-parents ont su transmettre la foi et la culture. A une époque où l'usage de la langue lituanienne était interdit en Lituanie, elle avait été enlevée des écoles, lorsqu'ils allaient au service religieux — protestants ou catholiques — on contrôlait les livres de prières pour voir s'ils étaient en langue lituanienne, ou en langue russe ou allemande. Et beaucoup — toute une génération, à cette époque — ont appris leur langue maternelle des grands-parents : c'étaient les grands-parents qui leur enseignaient à écrire et à lire leur langue maternelle. Cela nous fait réfléchir, et ce serait bien de voir des articles, quelques reportages télévisés sur la transmission de la culture, de la langue, de l'art, de la foi dans les temps de dictature et de persécution. On ne pouvait pas penser à un autre moyen, parce que tous les médias, peu nombreux à l'époque — la radio — étaient dirigés par l'Etat. Quand un gouvernement devient, veut devenir dictatorial, la première chose qu'il fait, c'est prendre le contrôle des médias.

J'ai voulu souligner ces choses.

Et maintenant, je me réfère à la rencontre d'aujourd'hui avec les jeunes. Les jeunes sont scandalisés : j'introduis ici la première question qui était hors du thème du voyage. Les jeunes sont scandalisés par l'hypocrisie des grands. Ils sont scandalisés par les guerres, ils sont scandalisés par l'incohérence, ils sont scandalisés par la corruption. Et à ce thème de la corruption appartient ce que vous avez souligné, les abus sexuels. Il est vrai qu'il y a une accusation contre l'Eglise, et nous le savons tous, nous connaissons les statistiques, je ne le répéterai pas ici. Mais même s'il y avait eu un seul prêtre à abuser un enfant, une enfant, ce serait déjà monstrueux, car cet homme a été choisi par Dieu pour conduire l'enfant au ciel. Je comprends que les jeunes soient scandalisés par cette si grande corruption. Ils savent qu'il y en a partout, mais dans l'Eglise, c'est plus scandaleux, car nous devons conduire les enfants à Dieu et non les détruire. Les jeunes essaient de se frayer un chemin par l'expérience. La rencontre avec les jeunes, aujourd'hui, était très claire : ils demandent l'écoute, ils demandent l'écoute. Ils ne veulent pas de formules toutes faites. Ils ne veulent pas d'un accompagnement directif. Et la deuxième partie de cette question, qui était la première hors du voyage, était que « l'Eglise ne fait

pas les choses comme elle le doit à ce propos, pour nettoyer cette corruption ». Prenons le Rapport de Pennsylvanie, par exemple, et nous voyons que jusqu'au début des années 70, beaucoup de prêtres sont tombés dans cette corruption. Ensuite, à une époque plus récente, ils ont diminué parce que l'Eglise s'est rendue compte qu'elle devait *lutter* d'une autre manière. Par le passé, on cachait ces choses. On les cachait aussi à la maison, lorsque l'oncle violait sa petite nièce, lorsqu'un père violait ses enfants: on les cachait, parce que c'était une très grande honte. C'était la manière de penser des siècles passés et du siècle dernier. En cela, il y a un principe qui m'aide beaucoup à interpréter l'histoire : un fait historique doit être interprété avec l'herméneutique de l'époque où ce fait s'est produit, pas avec une herméneutique d'aujourd'hui. Par exemple : l'indigénisme. Il y a eu tant d'injustices, tant de brutalités. Mais cela ne peut pas être interprété avec l'herméneutique d'aujourd'hui, où nous avons une autre conscience. Un dernier exemple : la peine de mort. Même le Vatican en tant qu'Etat, lorsqu'il était un Etat pontifical, avait la peine de mort ; le dernier a été décapité vers 1870, un criminel, un jeune homme. Mais ensuite la conscience morale grandit, la conscience morale grandit. C'est vrai qu'il y a toujours des échappatoires, il y a toujours des condamnations à mort cachées : tu es vieux, tu gènes, je ne te donne pas tes médicaments... et puis on dit : « Il est parti ». C'est une condamnation à mort — sociale — d'aujourd'hui. Mais je pense avoir répondu avec cela. L'Eglise : je prends l'exemple de la Pennsylvanie, si vous regardez les proportions vous constaterez que lorsque l'Eglise a commencé à prendre conscience de cela, elle a tout fait pour réagir. Et ces derniers temps, j'ai reçu de très nombreuses condamnations émises par la Congrégation pour la doctrine de la foi et j'ai dit: « En avant, en avant ». Jamais, jamais je n'ai signé une demande de grâce après une condamnation. Là-dessus, on ne négocie pas, il n'y a pas de négociation.

[Antonio Pelayo, «Vida nueva» Antena 3, Espagne] Il y a trois jours a été signé un Accord entre le Saint-Siège et le gouvernement de la République populaire de Chine. Pouvez-vous nous donner quelques informations supplémentaires à ce propos, sur son contenu? Que répondez-vous à l'accusation d'avoir bradé l'Eglise au gouvernement communiste de Pékin?

Il s'agit d'un processus qui dure depuis des années, un dialogue entre la Commission vaticane et la Commission chinoise, pour régler la nomination des évêques. L'équipe vaticane a beaucoup travaillé. Je voudrais citer quelques noms: Mgr Celli qui patiemment est allé, a dialogué, qui est revenu... pendant des années, des années! Ensuite, Mgr Rota Graziosi, un humble membre de la curie de 72 ans, qui voulait être prêtre en paroisse mais qui est resté à la curie pour aider ce processus. Et puis le secrétaire d'Etat, le Cardinal Parolin, qui est un homme très dévoué, mais il a une dévotion particulière pour la loupe: il étudie tous les documents, point, virgule, accents... Et cela me donne une très grande sécurité. Et cette équipe, avec ces qualités, a avancé. Vous savez que quand on signe un accord de paix ou une négociation, les deux parties perdent quelque chose, c'est la règle. Les deux parties. Et on avance. Ce processus s'est déroulé ainsi : deux pas en avant, un en arrière, deux en avant, un en arrière... ; ensuite, des mois sont passés sans se parler, et puis... Ce sont les temps de Dieu, qui ressemblent au temps chinois: lentement... C'est la sagesse, la sagesse des Chinois. Les situations des évêques qui étaient en difficulté ont été

étudiées au cas par cas et, à la fin, les dossiers sont arrivés sur mon bureau et c'est moi qui ait été le responsable de la signature, dans le cas des évêques. En ce qui concerne l'Accord, les premiers projets sont passés sur mon bureau, on parlait, je donnais mes idées, les autres discutaient et ils avançaient. Je pense à la résistance, aux catholiques qui ont souffert : c'est vrai, ils souffriront. Dans un accord, il y a toujours de la souffrance. Mais ils ont une grande foi et ils écrivent, ils font parvenir des messages affirmant que ce que le Saint-Siège dit, ce que Pierre dit, c'est ce que Jésus dit ; cela veut dire que la foi « du martyr » de ces gens va de l'avant aujourd'hui. Ce sont des grands. Et l'Accord, c'est moi qui l'ai signé, les Lettres plénipotentiaires pour signer cet Accord. Je suis le responsable. Les autres, que j'ai nommés, ont travaillé pendant plus de dix ans. Ce n'est pas une improvisation : c'est un chemin, un vrai chemin.

Et puis une anecdote simple et un fait historique, deux choses avant de terminer. Quand il y a eu ce fameux communiqué d'un ancien nonce apostolique, les évêchés du monde m'ont écrit en disant qu'ils se sentaient proches, qu'ils priaient pour moi; les fidèles chinois aussi ont écrit et la signature de cet écrit était celle de l'évêque — disons-le comme cela — de l'Eglise traditionnelle catholique et de l'évêque de l'Eglise patriotique: ensemble, tous les deux, avec les fidèles des deux Eglises. Pour moi, cela a été un signe de Dieu. Et la seconde chose: nous oublions qu'en Amérique latine — grâce à Dieu, c'est dépassé! — nous oublions que, pendant 350 ans, ce sont les rois du Portugal et de l'Espagne qui nommaient les évêques. Et le Pape donnait seulement la juridiction. Nous oublions le cas de l'empire austro-hongrois : Marie-Thérèse en avait assez de signer les nominations d'évêques et elle donnait la juridiction au Vatican. D'autres époques, grâce à Dieu, qu'elles ne se répètent pas! Mais le cas actuel ne concerne pas les nominations : il y a un dialogue sur les candidats éventuels. Cela se fait dans un dialogue. Mais la nomination est faite par Rome; la nomination est faite par le Pape, c'est clair. Et nous prions pour les souffrances de certains qui ne comprennent pas ou qui ont derrière eux de nombreuses années de clandestinité.

Je vous remercie beaucoup. On nous dit que le dîner est prêt, et le vol n'est pas long. Merci beaucoup. Merci beaucoup pour votre travail. Et priez pour moi !